

Résumé

- *Principales conclusions*
- *Principales recommandations*

Principales conclusions

Ces dernières années, la croissance économique en Nouvelle-Zélande a été plus rapide que dans la plupart des autres pays. L'inflation, et les anticipations à cet égard, sont bien ancrées, mais la balance courante accuse un déficit non négligeable depuis longtemps. Les cadres d'action gouvernementale en matière budgétaire et monétaire sont robustes et le secteur financier est solide, ce qui assure une stabilité macroéconomique favorable à la croissance. Le niveau d'emploi est élevé, en grande partie grâce à la flexibilité du marché du travail et à l'ampleur de l'immigration, les entreprises investissent, et les ménages et les entrepreneurs sont optimistes. Le bien-être se situe à un niveau confortable, bien que les revenus restent largement inférieurs à la moitié supérieure des pays de l'OCDE. Cependant, des goulets d'étranglement en matière de logement, d'infrastructures urbaines et de compétences, des inégalités de niveau de vie, et l'intensification des pressions sur l'environnement sont autant de facteurs qui présentent des risques pour la viabilité de la croissance. Le gouvernement s'emploie à remédier à ces points faibles.

Éliminer les goulets d'étranglement pour soutenir l'expansion économique. Les entreprises signalent des difficultés croissantes pour trouver de la main-d'œuvre qualifiée. La pression salariale demeure pourtant modérée grâce à l'immigration, aux politiques d'amélioration de l'adéquation entre offre et demande sur le marché du travail (telles que le Canterbury Skills and Employment Hub, qui a assuré cette fonction lors de la reconstruction après les séismes) et à la formation qualifiante. Face à la forte croissance démographique, l'offre de logements n'est que faiblement réactive, ce qui crée des contraintes dans les secteurs du logement et des infrastructures urbaines. En particulier, les prix de l'immobilier sont montés en flèche dans la plus grande ville, Auckland, rendant le logement moins accessible et posant des risques pour la stabilité financière. Des efforts ont été déployés pour accélérer la hausse de l'offre de logements, même si la résistance des habitants au rezonage et à la densification peut limiter les aménagements possibles. La réglementation environnementale paraît en outre relativement lourde pour l'activité économique, y compris pour l'investissement résidentiel. Enfin, la dette extérieure, qui reflète le bas niveau de l'épargne privée, est substantielle depuis longtemps et constitue une vulnérabilité permanente. La situation budgétaire doit donc demeurer solide, car la Nouvelle-Zélande est exposée à l'éventualité de chocs macroéconomiques potentiellement graves et, à plus long terme, à des pressions sur les dépenses de retraite et de santé.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution des eaux. La Nouvelle-Zélande se trouve confrontée à des graves difficultés liées au changement climatique, parce qu'une grande partie de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) viennent de l'agriculture, où les possibilités de réduction rentables sont peu nombreuses, et parce que l'électricité est déjà produite aux trois quarts au moyen de sources d'énergie renouvelables, ce qui limite la marge de gains potentiels en matière de génération. L'efficacité du système néo-zélandais d'échange de droits d'émission, le principal instrument d'action contre le changement climatique, est limitée du fait que les émissions d'origine biologique liées à l'agriculture en sont exemptées, et que des dispositions transitoires ont pour effet de diviser par deux le coût du carbone pour les émetteurs concernés. Dans certaines régions, la qualité de l'eau souffre de l'expansion constante de l'élevage laitier intensif. Le secteur agricole et les pouvoirs publics tentent d'apporter des réponses, mais il n'est pas encore certain que ces mesures s'avéreront suffisantes.

Rendre la croissance économique plus inclusive. Les inégalités de revenus, reflétant en partie l'inégalité des perspectives d'emploi, sont supérieures à la moyenne de l'OCDE. Les récentes réformes de la protection sociale facilitent le retour des bénéficiaires sur le marché du travail, mais il conviendrait de s'attacher en priorité à améliorer les retombées positives à long terme pour les néo-zélandais les plus défavorisés dans les différents domaines de l'action publique. Le gouvernement prend des mesures pour remédier à la pénurie de logements abordables et de logements sociaux, mais devra en faire davantage pour atténuer sensiblement la forte hausse du coût du logement qu'ont subie les ménages à faibles revenus ces dernières décennies. L'obésité, le tabagisme et un accès limité aux soins de santé ont contribué à la dégradation de l'état de santé de certains groupes de population. Si le niveau d'instruction est élevé, les enfants de milieux défavorisés sont mal adaptés au milieu scolaire, et plus susceptibles de quitter l'école sans diplôme. Des réformes sont en cours pour relever le niveau de formation atteint en améliorant la préparation à l'école de ces groupes d'enfants, en renforçant la qualité de l'enseignement et la collaboration entre les établissements.

Principales recommandations

Éliminer les goulets d'étranglement pour soutenir l'expansion économique

- Adopter des mesures d'assainissement budgétaire en vue de réduire l'endettement net comme prévu tout en poursuivant les efforts visant à améliorer le bien-être des populations les plus vulnérables. Laisser pleinement jouer les stabilisateurs automatiques.
- Conseiller les autorités régionales pour la mise en œuvre de la réglementation relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire, notamment la loi sur la gestion des ressources (RMA). Réduire leurs coûts économiques ainsi que la possibilité, pour des parties ayant des intérêts particuliers, d'entraver la concurrence ou des projets de requalification et d'aménagement allant dans le sens de l'intérêt général.
- Appliquer des stratégies de gestion de la demande d'infrastructure afin de réduire la congestion des axes routiers urbains, notamment en adoptant une tarification de la congestion. Envisager une diversification des sources de revenus destinées au financement des infrastructures, comme une participation tenant compte des ressources liées à l'activité économique locale ou une taxe sur les plus-values exceptionnelles perçues par les propriétaires des terrains déclarés constructibles et dont la valeur foncière s'est accrue.
- Tirer les enseignements de l'expérience du Canterbury Skills and Employment Hub (dispositif visant à améliorer l'appariement entre offres et demandes d'emploi), renouveler cette expérience ailleurs et, si les résultats sont au rendez-vous, l'étendre à l'ensemble du pays.
- Actualiser plus souvent la liste des métiers en difficulté de recrutement ouverts à l'immigration pour résorber les goulets d'étranglement sur le marché du travail.

Renforcer l'action publique pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution des eaux

- Supprimer les dispositions transitoires qui divisent par deux le nombre de quotas d'émission et donc leur prix que doivent détenir les émetteurs dans le cadre du Système néo-zélandais d'échange de quotas d'émission. Définir une stratégie permettant de réduire efficacement les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture en associant des mesures de tarification, de réglementation et de R-D.
- Surveiller la transposition de la Déclaration de politique nationale de gestion de l'eau douce de 2014 dans les plans régionaux, pour s'assurer que la qualité de l'eau est conforme aux objectifs. Donner des instructions techniques plus claires aux conseils régionaux. Veiller à la comparabilité et à la fiabilité des informations sur la qualité de l'environnement, entre autres en adoptant le projet de loi relative aux rapports sur l'environnement.

Mettre en œuvre des réformes coordonnées pour rendre la croissance plus inclusive

- Compléter la récente réforme de la protection sociale en assurant le suivi des personnes qui sortent des régimes d'aide sociale, comme prévu, afin d'obtenir des résultats satisfaisants. Orienter plus résolument les dépenses sociales en faveur de l'amélioration des retombées à long terme pour les populations défavorisées, notamment en renforçant la coordination à travers l'ensemble du secteur public.
- Accroître l'offre de logement social pour les ménages à bas revenus. Relever les subventions au logement ciblées en faveur des ménages à bas revenus qui n'occupent pas de logements sociaux.
- Adopter une approche globale de la réduction de l'obésité, couvrant les actions personnelles, les facteurs qui influent sur l'activité physique et les pratiques alimentaires, et une meilleure gestion de l'obésité par les soins de santé primaires.
- Atteindre l'objectif de 98 % de participation à l'accueil préscolaire. Faire en sorte que l'enseignement dispensé soit de bonne qualité, favorise la participation des parents et se soucie davantage des résultats obtenus par les enfants issus de milieux défavorisés.



Extrait de :

OECD Economic Surveys: New Zealand 2015

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-nzl-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: New Zealand 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-nzl-2015-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.